

Rome, le 14 mars 1942.

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Au moment de quitter la Légation de Rome je tiens - en me conformant d'ailleurs à un désir exprimé par le Département - à vous donner un résumé succinct d'échos recueillis en passant au sujet des circonstances qui ont abouti à mon rappel du poste que je suis en train de laisser. Ces échos n'ont été, ai-je besoin de le dire, en aucun cas recherchés. Il s'agit de manifestations spontanées, venues en un nombre aussi surprenant, de milieux italiens les plus divers que je devrais en demeurer confus. Dans leur ensemble, ces témoignages sont significatifs pour l'état d'esprit qui règne dans le beau pays dans lequel j'ai représenté la Confédération pendant six ans et qui traverse, il n'est plus permis d'en douter, une sorte de crise morale dont nous verrons encore, à plus longue échéance, les effets.

Dans les quatre murs de la Légation et sans avoir, pour ma part, fait le moindre signe pour provoquer des réactions de ce genre, j'ai vu défiler, depuis mon retour de Berne, une série de membres du Grand Conseil du fascisme, de Sénateurs, d'Ambassadeurs en retraite ou en activité, dont chacun, sous une forme diverse, a bien voulu démontrer une sympathie que je reporte sur notre Pays et dont presque chacun, en même temps, m'a donné un élément me permettant peu à peu de me former une opinion sur les véritables mobiles des démarches extraordinaires et insolites ayant provoqué mon rappel. Ces éléments sont pleins d'enseignement pour le jugement que l'on peut porter sur la situation actuelle en Italie et surtout - cela nous regarde bien plus près - sur

Au Département Politique Fédéral,
Division des Affaires Etrangères,

B e r n e

- 2 -

l'avenir immédiat de nos relations italo-suisse, qui doivent nous préoccuper au premier chef. Je tâche donc de concentrer, quelques heures avant mon départ de Rome, l'impression générale qui se dégage des témoignages que j'ai pu recueillir.

Tout bien pesé, je crois que le jugement suivant, qui m'a été exprimé par un Général et Sénateur, ancien Ministre, qui a représenté l'Italie au dehors, résume à peu près la situation: "Dans les circonstances actuelles, le Gouvernement fasciste, qui n'est plus libre de ses décisions, doit voir d'un mauvais oeil qu'il y ait, dans un corps diplomatique extrêmement restreint et devenu conformiste (outre les neutres fort aléatoires que sont l'Argentine et le Chili et les neutres lointains que sont la Suède et le Portugal), des représentants qui, tout en étant appelés à défendre tous les jours les intérêts d'un pays voisin, ne peuvent se mouvoir sur le plan de l'"ordre nouveau". Ce corps diplomatique ne comprend, en effet, plus que des satellites de l'Axe.

Or, l'Italie - ce sont les paroles mêmes de mon interlocuteur - n'est malheureusement plus en état de considérer uniquement l'action d'un chef de Mission diplomatique d'un pays neutre sous l'aspect des rapports directs entre le pays qu'il représente et le Gouvernement de Rome. Ou bien ce chef de Mission, s'il prétend s'occuper d'autre chose que des affaires purement consulaires, travaille constamment, dans tous les domaines, de l'économique à celui de la culture, dans le sens souhaité par l'Allemagne, et alors tout va bien. Ou bien il ne veut considérer que les intérêts du pays qu'il représente, en les soulevant avec ceux de l'Etat auprès duquel il est accrédité, et alors, presque fatalement, sous une forme plus ou moins brusque, il entre en heurt avec la situation actuelle."

- 3 -

Le Sénateur B., dont je cite les paroles, s'est entretenu, me dit-il, de mon cas avec son frère qui, tout récemment encore, a fait partie du Gouvernement fasciste. Celui-ci, de même, aurait déclaré que les décisions italiennes n'étaient que le reflet d'une situation que l'Italie subissait elle-même. Ceci abstraction faite des raisons immédiates et réelles (sans toucher naturellement aux arguments qui ne peuvent être avancés et qui ne sont que des prétextes) et qui doivent être recherchées dans le domaine économique et financier.

Tout le monde, sans aucune exception, parmi les interlocuteurs sérieux, s'accordent d'ailleurs pour déclarer catégoriquement que ce qu'on a pu invoquer pour motiver mon rappel ne constitue que des prétextes. Je citerai ci-après quelques noms, mais en demandant absolument au haut Conseil Fédéral - dans l'intérêt futur de notre représentation en Italie - de considérer ces indications comme strictement confidentielles.

L'Ambassadeur Aloisi, venu avant-hier à la Légation, et qui a été reçu le même jour, à deux reprises, par le Chef du Gouvernement, est venu manifester sa sympathie en disant que la démarche dont j'avais été l'objet "défiait évidemment tout bon sens" (sfida il buon senso). Pour sa part, l'ancien Chef de Cabinet de M. Mussolini et ancien chef des délégations italiennes à Genève, dont l'amical intérêt m'a beaucoup facilité, en 1936, des démarches extrêmement délicates et périlleuses entreprises sur instructions de M. le Conseiller Fédéral Motta auprès de M. Mussolini dans la période des sanctions, croit que la démarche doit être expliquée par le manque de technique diplomatique de l'Italie officielle d'aujourd'hui. L'Ambassadeur A. n'a pas hésité à qualifier d'enfantins les prétextes que ce pauvre M. Tamaro a apportés au Conseil Fédéral pour motiver la demande de mon déplacement.

- 4 -

Quiconque a, en effet, la moindre idée de ce qui se dit non seulement dans le corps diplomatique de Rome, mais dans toute la péninsule, ne peut que sourire de ces allégations. Mais je dois avouer que j'ai eu quand même un certain plaisir à entendre le témoignage de ce vieux diplomate italien, naguère tout puissant au Palais Chigi avant l'arrivée de Ciano, qui me disait qu'aucune Mission, même neutre, était aussi prudente, d'après ses propres constatations, dans ses expressions que la Légation de Suisse.

L'Ambassadeur Paulucci De Calboli, naguère à Bruxelles, actuellement en mission spéciale, a expliqué devant de hauts Fonctionnaires de la Cour, d'une manière que je me garde de répéter, son appréciation de l'action du Palais Chigi à mon égard. Dès qu'il en a eu connaissance, il est venu m'exprimer ses sentiments, tout en ne cachant pas qu'il craignait fort que des connivences suisses (Scanziani ou autres) aient pu fournir le prétexte à une manœuvre absurde.

Ont, au surplus, défilé à la Légation, outre M. Federzoni, toujours un des hommes principaux du Régime, le Président de la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères et presque tous les Ambassadeurs d'Italie faisant partie de cette Commission. Leur jugement était unanime. Le sentiment au Sénat a même pris une telle ampleur qu'un ancien Ministre m'a dit qu'il s'agissait non plus d'une manifestation de sympathie, mais d'une démonstration politique. Cela, évidemment, ne sert pas nos intérêts immédiats, et il est donc utile que mon départ intervienne. Mais j'ai eu la profonde satisfaction, je dois dire inattendue dans cette ampleur, de voir ce qu'il y a de mieux dans l'Italie d'aujourd'hui, prendre position avec une netteté exceptionnelle. Cela veut donc dire qu'à la longue la regrettable aventure qui met fin à ma mission et a troublé le Conseil Fédéral, aura servi le prestige de notre

- 5 -

pays dans l'Italie de demain. Cette constatation très consonante est, je dois le dire, très réjouissante.

* * *

Devant ce mouvement qui s'est dessiné dans le Sénat, dans le monde romain, dans les milieux de la Cour et intellectuels, le Ministre des Affaires Etrangères - et cela aussi est très significatif - a changé son fusil d'épaule. Aujourd'hui, nous sommes très loin des déclarations que Galeazzo Ciano a faites à M. Louis Micheli. Il ne cesse de répéter à ses interlocuteurs, membres du Grand Conseil du fascisme, Sénateurs, Ambassadeurs etc. "qu'il n'est pour rien dans mon départ!" Avant-hier même il a dit au Ministre Cortese, Consul Général d'Italie à Genève, qui en a informé un ancien Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères dont il fut le secrétaire, "qu'il déplorait très vivement mon départ!" C'était évidemment pour que M. Cortese répète cette note, qui ne trompera personne, dans les milieux de la Croix-Rouge et autres, dans lesquels M. Galeazzo Ciano tient malgré tout à ne pas perdre toute considération..... Que ces déclarations ne correspondent pas à la vérité est, malheureusement, absolument hors de doute. Le mois dernier, le Comte Ciano, dans une réunion de gens qu'il croyait des partisans fascistes à tout cran, avait déclaré qu'il avait réussi à faire partir ce Ministre de Suisse représentant d'un pays de 4 millions d'habitants, qui croyait pouvoir se mettre à travers des décisions découlant de l' "orientamento generale", etc. D'après d'autres informations de la même source, il m'aurait reproché un manque de compréhension pour l' "ordre nouveau".

Maintenant cependant, tout cela change. On veut mettre l'accent sur des racontars dont on sait fort bien

- 6 -

l'inanité et, cela n'est pas plus glorieux, les propagandistes du Ministère font comprendre que mon départ est dû à une influence étrangère. Que l'Allemagne n'ait pas vu d'un très bon oeil la résistance de la Légation de Rome à des tentatives de "synchronisation" qui peuvent avoir réussi mieux ailleurs, cela est fort concevable. Mais il y a certes un manque d'élégance de la part de quelques membres du Gouvernement italien d'aujourd'hui de vouloir lui faire endosser la responsabilité de gestes qui ont, je crois, après tout, leur origine à Rome.

J'ajoute que pas plus tard qu'hier un des principaux collaborateurs du Comte Ciano a déclaré à notre Conseiller que "le Ministre Ciano n'était absolument pour rien dans mon départ" et, en parlant à M. Cortese, le Ministre des Affaires Etrangères aurait même affirmé qu'il ne connaissait pas l'origine de cette affaire, en le laissant croire qu'il s'agissait soit d'une initiative de la S.I.M., soit des Allemands, soit de M. Tamaro!, dont il ignorait les détails.

Tout cela, je le répète, est dit devant la réaction non pas de notre pays, mais de celle de milieux politiques, diplomatiques et de la Cour de Rome. En tous cas, ici, à mon égard, le mot d'ordre est à l'amabilité extrême.

* * *

J'en viens maintenant, à la fin du présent rapport et de ma mission, à la question très délicate de la succession du Ministre actuel d'Italie à Berne.

Je crains fort que l'excellent M. Koch, qui connaît le mieux notre pays, qui bénéficie de quelques appuis, dont celui de M. Bottai, Ministre de l'Education nationale, n'a

pas beaucoup de chances en ce moment; et je le regrette.

Quant au Comte Pietromarchi, autre élément désirable, il est trop pris pour l'avenir immédiat par ses fonctions au Ministère des Affaires Etrangères. Des candidats bons seraient M.Franzoni, Ministre à Lisbonne, le Ministre Cortese, Consul Général à Genève. Des candidats d'assez bonne moyenne, le Marquis Diana, ancien Ministre à La Haye, et M.Bellardi Ricci, actuellement chef du Service du Protocole au Ministère des Affaires Etrangères.

Plus discutable serait M. Geisser Celesia, titulaire du Service du Protocole, actuellement d'ailleurs en congé de maladie. De même M. Magistrati, beau-frère du Comte Ciano, actuellement Ministre en Bulgarie.

A écarter absolument, à mon sens, seraient les candidats suivants qui se sont déjà annoncés, se faisant forts de leur amitié personnelle avec le Comte Ciano: M. Marcello Gentile Del Drago, chef du personnel, élément dangereux, opportuniste, absolument pas sûr. La rumeur romaine attribue son influence sur le Ministre des Affaires Etrangères au fait qu'il aurait aidé à faire disparaître le surveillant de police que feu M.Bocchini avait mis sur les troussees du Ministre des Affaires Etrangères pour en surveiller la vie privée. Sans endosser toutes ces rumeurs, je puis affirmer que M. Marcello Gentile Del Drago serait un représentant dangereux de l'Italie à Berne.

De même, j'ai des doutes sérieux quant à un autre candidat, déjà donné comme sûr, et qui est le Marquis Talamo, ancien Ministre d'Italie à Budapest (rappelé de ce poste pour des questions touchant à sa vie privée). Quant à M. Talamo, que j'ai eu comme collègue durant mon séjour à Paris, je dois dire que personnellement j'ai eu toujours des rapports fort agréables avec lui. Le Cardinal Maglione

- 8 -

m'a même dit qu'il "n'était pas mal comme premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie près le Saint-Siège". Je doute cependant qu'il ait l'envergure intellectuelle pour comprendre suffisamment la structure, l'histoire et la mission de notre pays.

Je m'excuse d'avoir exposé à bâtons rompus les considérations qui précèdent, que je vous recommande, une fois de plus, de considérer comme strictement confidentielles, mais qui peuvent vous aider à juger d'une situation infiniment complexe.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, les assurances de ma très haute considération.

Sigfr. Ruescher